

Débats budgétaires 2014

Intervention de Mounir Satouri, président du groupe des élu/es ELV

Monsieur le Président,
Chers collègues,

La discussion budgétaire est un moment démocratique important. C'est l'occasion de se projeter dans l'avenir. De penser à la société que l'on veut construire pour ensuite élaborer un budget en conséquence.

C'est aussi l'occasion de faire un bilan du travail accompli.

Cela va faire quatre ans que nous avons été élu/es dans cet hémicycle. Quatre ans de mise en œuvre de nos engagements pris devant les électeurs. Quatre ans pendant lesquels la Région a du faire face aux crises écologiques et sociales, aux bouleversements institutionnels encore non aboutis, aux difficultés de la gauche à tenir sa légendaire promesse d'aller au bout de la décentralisation, en donnant une autonomie fiscale et normative aux régions.

Malgré cela, je crois pouvoir dire que notre majorité a su faire face et construire des politiques publiques à la hauteur des enjeux.

Nous avons par exemple annoncé que nous dépenserions un milliard d'euros sur le logement. J'ai le plaisir de vous annoncer que nous y sommes presque. Avec 970 millions – ne chipotons pas et ne boudons pas notre plaisir – nous avons réalisé là un engagement historique pour lutter contre le mal logement et faire de la Région Île-de-France une région solidaire.

Et que dire des transports en commun, ce secteur si exigeant, à la fois essentiel pour le quotidien des gens et si décisif pour la transition écologique. Il serait inutile de faire la somme des milliards dépensés. Elle est énorme, tout le monde le sait. Mais pavoiser serait indécent au regard des besoins croissants et des difficultés que connaissent encore les usagers. Ce qui compte, c'est notre volonté commune de prendre ce sujet à bras le corps.

Quand je vois les efforts déployés et le chantier qui reste ouvert, j'avoue à ce sujet ne pas comprendre le discours de nos collègues de l'opposition.

Il faudrait selon eux faire toujours plus. Certes. Mais il faudrait également baisser les impôts, baisser les dépenses publiques, baisser le tarif des usagers mais ne surtout pas taxer les entreprises. Faire toujours avec toujours moins. Quand je pense qu'on dit souvent des Verts qu'ils sont des bisounours, je trouve cela assez folklorique.

La vérité la voici : nous nous apprêtons à décider d'un engagement historique en faveur du transports en commun. Jamais une collectivité n'aura investi autant dans une politique territoriale. Avec près de deux milliards d'euros en tout consacrés aux transports en commun en 2014, je suis fier du signal que nous envoyons aux populations d'Île-de-France, et particulièrement aux plus défavorisées.

Permettez moi également d'exprimer ma fierté de voir que c'est un écologiste qui, au sein d'un collectif, porte cette politique publique sans précédent.

Grâce à ce nouvel exercice budgétaire, nous avons également pu mesurer le travail accompli dans des secteurs clefs comme celui du développement économique. Et nombreux ont été nos débats sur le rôle de la politique économique régionale.

Fallait-il alimenter les puits sans fonds d'un modèle capitaliste en bout de course ? Ou fallait-il amorcer une transformation en profondeur, préfigurant une nouvelle manière de produire, d'échanger, de travailler ? Vous aurez compris que ma réponse est dans la question.

A chaque rapport cadre, à chaque commission permanente, le groupe écologiste a proposé des amendements visant l'accompagnement de cette mutation économique.

Car la transition écologique ne s'arrête pas au soutien à l'Économie Sociale et Solidaire. Elle se construit partout, dans chaque appel d'offre, dans chaque règlement d'intervention. Flécher, critériser, exiger l'exemplarité; nous avons au fil du temps construit des politiques publiques qualitatives.

Il ne s'agit plus pour la Région de soutenir une entreprise parce qu'elle crée de l'emploi. Encore faut-il que cet emploi soit de qualité et durable.

Face au chômage, la région ne pouvait pas soutenir aveuglément les filières traditionnelles. En aidant les filières d'avenir, en accompagnant les entreprises dans leur responsabilité sociale, en refusant de soutenir certains secteurs, la politique économique de la Région est devenue de plus en plus écologiste, tournée vers l'avenir.

Car réaliser la transition écologique, c'est préparer l'avenir, et je me réjouis de voir que cette année la transition écologique est la priorité affichée de l'exécutif. Je regrette d'ailleurs qu'elle soit affichée aux côtés d'une autre priorité qui est l'emploi. Parce que pour les écologistes, l'emploi et la transition écologique, c'est la même chose.

La transition écologique, c'est bon pour la planète, c'est bon pour l'emploi, c'est bon pour le portefeuille des ménages.

Quand nous créons des emplois dans l'agriculture, nous protégeons les terres agricoles et nous allons vers un modèle qui nous permettra de nous nourrir avec des produits cultivés plus près de chez nous et de meilleure qualité. Nous avons ainsi déposé une série d'amendements afin de permettre la mise en œuvre de la délibération que mon groupe a fait adopter en octobre dernier.

La transition écologique, c'est aussi bon pour la santé. Je pense bien sûr aux besoins en alimentation de qualité. Mais je pense aussi au formidable vivier d'emploi que représentent les formations sanitaires et sociales. Discrète compétence obligatoire de la Région, les métiers du social et de la santé sont les métiers d'avenir par excellence. La Région joue ainsi un rôle majeur

dans l'accompagnement des évolutions de la société. Car nous vivons plus longtemps, plus malades, plus seuls.

Le rôle des aidants, celui des soignants, celui des personnes qui ont décidé de consacrer leur vie à aider d'autres personnes, doit être non seulement enseigné, mais aussi valorisé. Les formations sanitaires et sociales, c'est aussi la transition écologique, c'est aussi de l'emploi.

Enfin, chers collègues, j'ai une annonce à faire. La transition écologique est déjà là.

Elle arrive, tranquillement, non pas d'en haut, décrété par je ne sais quelle techno structure. Elle est déjà dans les territoires. Monnaies locales, échanges non marchands, nouvelles pratiques solidaires, accorderies, AMAP ou « drive » fermiers : les pratiques nouvelles ne viennent pas que de nous mais des populations.

Face à la crise, je constate que les solutions émergent déjà dans nos villes et nos quartiers, de plus en plus autonomes des pouvoirs publics. Les gens ne nous attendent pas et se retroussent les manches pour trouver eux mêmes des réponse à la crise.

C'est cela le fameux pouvoir d'agir citoyen.

L'avenir de la Région, qui me paraît encore aujourd'hui menacé par l'avènement des Métropoles institutionnelles, passera par la valorisation de ce pouvoir d'agir. La Région aura un rôle à jouer dans les prochaines années, j'en suis convaincu, dans la construction du bien vivre ensemble et du sentiment d'appartenance à un même territoire. Face au mouvement historique de concentration des richesses et des savoirs, la Région doit conserver sa dimension universelle et intégrante.

A nous d'être inventifs et d'accompagner le mouvement. A nous d'être à la hauteur pour aider les citoyens à construire l'avenir. Aidons-les à se loger, à se déplacer. Donnons-leur les moyens de réinventer un projet de société solidaire et compatible avec les limites de la planète.

C'est également la raison pour laquelle nous devons créer un nouveau pacte avec le monde associatif. Ce dernier répare les dégâts de notre modèle court-termiste. C'est lui qui protège l'environnement là où notre modèle de consommation le pille. Pour le groupe écologiste, la Région devra donner des gages sérieux et nouveaux au monde associatif. Ce dernier renforce la cohésion sociale et nous devons le protéger.

C'est également le sens que nous souhaitons donner au passe unique. Un seul passe, une seule région, un seul peuple francilien. Nous allons réaliser cette année un pas supplémentaire dans sa mise en œuvre. C'est très bien. Mais je vous le dis, cela sera le dernier. Le prochain sera décisif ou ne sera pas. Nous sommes attendus par les Franciliennes et les Franciliens. Je sais que nous serons au rendez-vous. Je n'en dirai pas beaucoup plus car je risque de trop m'énerver.

Je risque de m'énerver car alors que nous attendons de l'Etat et du Parlement de nouvelles recettes, nous en aurons moins. Nous attendons de l'autonomie, nous aurons le couperet de l'austérité sous la gorge. Nous attendons le changement, il n'arrive pas comme nous le voulons.

Mais si nous demandons un changement de cap pour la politique économie et sociale du gouvernement, en Ile-de-France, notre budget n'est pas un budget d'austérité. Il maintient un engagement certain, qui nous permet de maintenir notre cap à nous, celui défini en 2010 par l'accord de mandature de la gauche et des écologistes.

Je sais pouvoir compter sur vous pour renforcer la dynamique de transition qui se retrouve dans chacune des annexes budgétaires, à travers l'adoption d'une série d'amendements que nous vous proposons.

Donnons ainsi de l'élan à cette année 2014 qui sera, j'en suis sûr, aussi riche en débats politiques qu'en réalisations concrètes et utiles.

Je vous remercie.